

DE ROUBAIX-TOURCOING

LE RETOUR



Aux yeux de l'observateur impartial l'élection de Tourcoing marque un retour au système fauchoux de la petite politique de clocher.

Le plus expert en administration publique, le citoyen le plus actif, le plus soucieux de donner à son canton de bonnes finances, des routes praticables, des écoles aérées et bien fréquentées, des œuvres sociales précieuses...

Non, les partis socialistes et communistes ont voté pour Marty, candidat de lutte contre le Gouvernement. Les républicains divisés pour des raisons locales, en parti Dron et parti Leduc, ont éparpillé leurs voix entre M. Henri Robbe et M. Marchal, ce dernier porté sur le pavais par la droite qui profite de ce désarroi.

Intéressé public est la dernière chose à laquelle les comités électoraux aient pensé dans cette affaire. Si la politique c'est l'art de brouiller les cartes au dépens des contribuables, nous nous trouvons en présence d'une remarquable opération politique.

Je me permettrais seulement de signaler à ceux qui sont les amis du progrès social et d'une réforme des mœurs électorales que nous sommes en plein gâchis.

C'est à la faveur de pareille confusion, que nous assistons au retour d'une vigoureuse campagne réactionnaire, au retour des congrégations — Frères de la Doctrine Chrétienne à Lille, à Saint-Omer, des Missionnaires du Levant, à Calais, des Franciscains à Mons-en-Barœul, des Pères Blancs, à Lille, des Missions africaines, à Tourcoing — au retour inévitable, par contre, des discussions religieuses et anti-religieuses qui n'étaient pas indispensables à notre reconstitution.

Est-ce que tout cela nous donnera des impôts plus justes, du pain moins cher et du travail mieux payé ? Eug. GUILLAUME

Un Cataclysme dans le Pacifique

Les îles Sandwich ont été dévastées et on ignore le nombre des victimes

New-York, 5. — On annonce qu'un violent tremblement de terre a bouleversé le littoral du Pacifique, dans la région des îles Hawaii et Samoa, dévastant les rivages de ces archipels. Une partie de la ville de Hild-Bay, dans l'île principale des Hawaii, est détruite.

Sous la violence du raz-de-marée, les ponts de chemins de fer et les magasins qui font face au port de Hild-Bay furent démolis ; les barques du port furent brisées et des automobiles furent emportées.

Heureusement, l'élarne avait été donnée avant que le flot ne vint s'écraser sur la côte et un grand nombre de personnes échappèrent à la mort en fuyant vers les parties hautes de la ville. On ignore encore le nombre des victimes.

Des volcans sont entrés en éruption

Le pic Lassen (Californie), le seul volcan en activité des Etats-Unis, s'est entré en éruption et a craché des laves pendant douze heures.

On s'attend, aussi à un réveil volcanique dans l'Alaska.

Le mon. Ométepe, dans le Nicaragua, rejette des cendres brillantes, à plusieurs kilomètres à la ronde.

Plusieurs bateaux ont été détruits par un raz-de-marée

Tokio, 5. — On annonce que le 3 février, quatre raz-de-marée sont produits à Hail-Wa, situés à 30 milles de Honolulu. Selon une dépêche de Hilo, en date du 4 février, dix pêcheurs japonais auraient été noyés. Les vagues qui s'élevaient à 50 mètres de hauteur, ont détruit plusieurs bateaux.

A Waokat, plusieurs bateaux de pêche furent coulés. A Kahului, des vagues passèrent comme une trombe sur le village. Enfin sept énormes lames se succédèrent, balayant tout sur leur passage.

De nombreux câbles sous-marins ont d'autre part, été coupés.

La terrible secousse fut enregistrée en France

Clermont-Ferrand, 5. — Le sismographe de l'Observatoire du Puy-de-Dôme a enregistré hier après-midi, à 16 h. 14, une très forte secousse sismique dont l'épicentre se trouve à 9.000 kilomètres. C'est le mouvement le plus violent qu'ait noté l'appareil depuis qu'il fonctionne.

M. Stirn, sous-préfet de Béthune chevalier de la Légion d'honneur

Paris, 5. — Suivant décret publié par l'Officiel, M. Stirn, sous-préfet de Béthune, a été promu Chevalier de la Légion d'honneur.

Parce qu'il avait été interrogé par la police un policier s'est pendu

Saint-Etienne, 5. — M. Riouffroy, âgé de 33 ans, employé des postes, qui avait porté à la gare de Grandcroix le sac postal dans lequel fut volé une somme de 31.550 francs, affrété d'avoir été interrogé par la brigade mobile de Lyon, quoique n'étant pas soupçonné, s'est pendu à son domicile.

La fureur criminelle d'un amant évincé

Après avoir assassiné deux personnes, il tua un policier et se suicida

Paris, 5. — A 20 h. 40, hier soir, le commissaire de police de la Maison-Blanche, M. Fauvel, était avisé qu'un drame venait de se dérouler au 53 de la rue Jeanne-d'Arc. M. Fauvel se rendit immédiatement sur les lieux et en arrivant, découvrit les cadavres de Mme veuve Durif, née Marguerite Teysandier, blanchisseuse, âgée de 53 ans, et demeurant 53, rue Jeanne-d'Arc, et de Jean Meyssonier, puisatier, habitant rue de l'Espérance.

Les deux corps gisaient dans une mare de sang, la tête trouée d'une balle de revolver.

Deux cadavres dans un couloir

Tout de suite, le commissaire de police avisa la direction de la police judiciaire. Le brigadier-chef Mercadier fut chargé de l'enquête.

Le parti accompagné des inspecteurs Helianx, Harand, Duluc et Duteil. L'enquête établit que le meurtrier était un ancien amant de la veuve Durif.

En effet, le fils de Mme veuve Durif, qui habite avec sa femme sur le même palier, entendit un peu avant neuf heures, le bruit d'un claquement de porte.

Sortant devant la porte de son logement, il aperçut l'ancien amant de sa mère, un nommé Henri Guillaume Metterer, 58 ans, qui s'enfuit en criant : — C'est comme cela que vous m'avez reçu !

S'avançant alors dans le couloir, le fils Durif fit la découverte des deux cadavres qui étaient l'un sur l'autre.

La police sait où loge l'assassin

Ne doutant plus de l'identité de l'assassin, le brigadier-chef Mercadier apprit que Metterer habitait dans un hôtel situé, 2, rue du Kremlin, au Kremlin-Bicêtre.

Il décida de s'y rendre sans perdre un instant. Les cinq inspecteurs arrivèrent donc au Kremlin devant l'hôtel où les avait déjà devancés le meurtrier supposé.

L'immeuble comportait deux issues, ce que voyant, le brigadier-chef Mercadier divisa sa petite troupe en deux parties, dont l'une était chargée de garder les deux portes, dans le cas où Metterer aurait tenté de s'échapper.

Tandis que les inspecteurs prenaient leur garde, M. Mercadier, accompagné de l'inspecteur Duluc, frappa plusieurs fois de suite, sans obtenir de réponse.

Le brigadier-chef Mercadier décida alors d'aller chercher le double de la clef, chez le locuteur, qui lui remit.

Une porte s'ouvre, un coup de feu retentit un agent est tué

Parvenu à nouveau devant la chambre que gardait pendant ce temps l'inspecteur Duluc, Mercadier ouvrit lui-même la porte. A peine la porte avait-elle tourné sur ses gonds, qu'un coup de feu retentit.

Attentif au vent, Mercadier s'éroula. L'inspecteur Duluc, avant que la porte ne fut refermée, tira un coup de revolver à l'intérieur de la chambre, de laquelle aucun bruit ne parvint plus.

Faisant appel à ses camarades, l'inspecteur Duluc, sans plus s'occuper du meurtrier, descendit les malheureux brigadier qui souffraient atrocement.

Une ambulance-automobile, mandée en hâte, transporta la victime à l'hospice de Bicêtre. Malheureusement trois quarts d'heure après le brigadier-chef Mercadier expirait.

La guerre peut reprendre en Proche-Orient

Néanmoins on espère en de nouveaux pourparlers

Après que nous l'avons annoncé hier, la Conférence de Lausanne a complètement échoué. Elle a été rompue sur trois points : régime judiciaire, régime économique et réparations à payer par la Turquie.

Quelle sera l'attitude des Ottomans ? Reprendront-ils les armes ? On ne peut encore se prononcer de façon absolument certaine. On sait cependant qu'Ismet Pacha attend la notification officielle de la fin de la Conférence. « Si elle tardait à venir, a-t-il dit, je provoquerais une explication des gouvernements ».

Le secrétariat de la Conférence reste à Lausanne pour l'instant. La délégation française est partie à 13 heures, M. Venizelos et la délégation italienne partent demain.

Les négociations vont continuer par la voie diplomatique

Lausanne, 5. — Avant son départ, M. Bompard a eu un entretien cordial avec Ismet Pacha.

Les pourparlers vont continuer par la voie diplomatique entre les gouvernements alliés et les Turcs.

Le retour à Londres de Lord Curzon

Boulogne, 5. — Lord Curzon, délégué britannique à la Conférence de Lausanne, accompagné d'une suite de 18 personnes, est arrivé de Paris et s'est embarqué vers midi pour Londres. Il n'a fait aucune déclaration à son passage à Boulogne.

« Nous ne craignons pas l'Angleterre » a dit Kemal pacha

Londres, 5. — On annonce que, parlant de la Grande-Bretagne, Mustafa Kemal a dit : « La nation turque ne craint pas la Grande-Bretagne. Les Anglais veulent pousser par des menaces les Turcs sur la voie qu'ils ont choisie. Ils s'apercevront bientôt qu'ils doivent se retirer. »

Il a, de plus, déclaré que les relations avec la Russie étaient cordiales et qu'elles sont basées non sur des sentiments susceptibles de subir des fluctuations, mais sur un jugement sain.

Le Chancelier Cuno organise la résistance

Il s'est rendu personnellement à Essen, Bochum et Dortmund

Essen, 5. — M. Cuno a conféré à Essen, Bochum et Dortmund avec des délégués de la population.

On déclare officiellement que l'accord est complet sur la nécessité de résister résolument et sans violence à ce que le chancelier a appelé l'impérialisme et le militarisme français.

La France va prélever des impôts dans la Ruhr

Düsseldorf, 5. — L'importante mission d'études et d'organisation, composée d'inspecteurs des finances, d'inspecteurs de la Banque de France et d'auditeurs au Conseil d'Etat, vient d'arriver.

Elle se propose, notamment, d'organiser le prélèvement des impôts et des douanes.

Cette mission est dirigée par M. Schweisguth, inspecteur des Finances, détaché comme directeur au Crédit National et qui fut il y a quelque temps inspecteur des Finances en Alsace-Lorraine.

Le cordon... élastique

Berlin, 5. — Les troupes françaises ont occupé hier la gare de Goddeleu, près de Darmstadt, et ont ainsi interrompu complètement le service des trains entre Francfort d'une part et Mannheim et Worms d'autre part.

La gare est isolée.

La quatrième Foire commerciale de Bruxelles

La quatrième foire commerciale de la capitale belge s'annonce sous les meilleurs auspices.

Pour la foire de 1922 dont on sait pourtant le succès, on comptait déjà au 25 décembre, 718 adhésions. Plus de trois mois avant l'ouverture, et dans l'état instable des affaires et du change, c'était une promesse sérieuse.

Or cette fois, à la même date, on relève pour la foire prochaine, 1.255 adhésions, soit une augmentation de 72 %.

Un attentat contre le Premier Bulgare

Heureusement, la bombe jetée au théâtre ne fit pas de victimes

Sofia, 5. — Hier soir, au cours d'une représentation donnée au Théâtre national, une bombe a été jetée dans la direction du Président du Conseil, M. Stambouliaky, qui se trouvait dans sa loge, en compagnie des ministres Bagaloff, Opoff, Ganoff.

La bombe a fait explosion, mais il n'y a pas eu de victimes.

L'auteur de cet attentat a pu s'enfuir. Son nom est connu. Tout est tranquille.

Une nouvelle affaire de "sacs à terre"

Marseille, 5. — Les inspecteurs de la sûreté de Paris sont actuellement à Marseille pour procéder à des investigations au sujet d'une affaire de corruption de fonctionnaires qui se rattacherait à des fournitures, pendant la guerre, de sacs à terre destinés à l'armée.

APRES L'ÉCHEC DE LAUSANNE

La guerre peut reprendre en Proche-Orient

Néanmoins on espère en de nouveaux pourparlers

Après que nous l'avons annoncé hier, la Conférence de Lausanne a complètement échoué. Elle a été rompue sur trois points : régime judiciaire, régime économique et réparations à payer par la Turquie.

Quelle sera l'attitude des Ottomans ? Reprendront-ils les armes ? On ne peut encore se prononcer de façon absolument certaine. On sait cependant qu'Ismet Pacha attend la notification officielle de la fin de la Conférence. « Si elle tardait à venir, a-t-il dit, je provoquerais une explication des gouvernements ».

Le secrétariat de la Conférence reste à Lausanne pour l'instant. La délégation française est partie à 13 heures, M. Venizelos et la délégation italienne partent demain.

Les négociations vont continuer par la voie diplomatique

Lausanne, 5. — Avant son départ, M. Bompard a eu un entretien cordial avec Ismet Pacha.

Les pourparlers vont continuer par la voie diplomatique entre les gouvernements alliés et les Turcs.

Le retour à Londres de Lord Curzon

Boulogne, 5. — Lord Curzon, délégué britannique à la Conférence de Lausanne, accompagné d'une suite de 18 personnes, est arrivé de Paris et s'est embarqué vers midi pour Londres. Il n'a fait aucune déclaration à son passage à Boulogne.

« Nous ne craignons pas l'Angleterre » a dit Kemal pacha

Londres, 5. — On annonce que, parlant de la Grande-Bretagne, Mustafa Kemal a dit : « La nation turque ne craint pas la Grande-Bretagne. Les Anglais veulent pousser par des menaces les Turcs sur la voie qu'ils ont choisie. Ils s'apercevront bientôt qu'ils doivent se retirer. »

Il a, de plus, déclaré que les relations avec la Russie étaient cordiales et qu'elles sont basées non sur des sentiments susceptibles de subir des fluctuations, mais sur un jugement sain.

Le Chancelier Cuno organise la résistance

Il s'est rendu personnellement à Essen, Bochum et Dortmund

Essen, 5. — M. Cuno a conféré à Essen, Bochum et Dortmund avec des délégués de la population.

On déclare officiellement que l'accord est complet sur la nécessité de résister résolument et sans violence à ce que le chancelier a appelé l'impérialisme et le militarisme français.

La France va prélever des impôts dans la Ruhr

Düsseldorf, 5. — L'importante mission d'études et d'organisation, composée d'inspecteurs des finances, d'inspecteurs de la Banque de France et d'auditeurs au Conseil d'Etat, vient d'arriver.

Elle se propose, notamment, d'organiser le prélèvement des impôts et des douanes.

Cette mission est dirigée par M. Schweisguth, inspecteur des Finances, détaché comme directeur au Crédit National et qui fut il y a quelque temps inspecteur des Finances en Alsace-Lorraine.

Le cordon... élastique

Berlin, 5. — Les troupes françaises ont occupé hier la gare de Goddeleu, près de Darmstadt, et ont ainsi interrompu complètement le service des trains entre Francfort d'une part et Mannheim et Worms d'autre part.

La gare est isolée.

AU XX^e CONGRES NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

La journée d'hier a été marquée, le matin, par l'envoi à la Société des Nations, au Gouvernement et au Peuple des Etats-Unis, d'une requête pour une solution pacifique : : : fiqué du problème des réparations : : : : :

Le grand événement de cette journée de Congrès — le grand événement de ce Congrès même — aura été la requête que les socialistes de France, d'Allemagne, de Belgique, d'Angleterre, d'Italie, — unis par une communauté de pensée et aussi par une même volonté d'action, — viennent d'adresser au Président de la Société des Nations en même temps qu'au Gouvernement et à tout le peuple des Etats-Unis.

Requête ? Miss en demeure, préférerait Longuet.

Cet acte — qui sera bientôt considéré comme une grande date historique pense Engberg, le délégué de la Social-Démocratie danoise — provoquera sans doute les injures des uns et les railleries des autres, ainsi que la marquée en termes excellents par notre ami Vincent-Auriol.

Injures de la grande presse, — d'une presse à la solde des puissances de la Haute Finance et de la Grande Industrie, de ceux qui espèrent, à la faveur de conflits nouveaux pecher des fortunes nouvelles.

Railleries aussi de certains autres — et pourtant que ces derniers se sachent bien : les socialistes — tous ceux qui étaient réunis hier salle du Palais d'Été et qui représentent la France ouvrière, — n'ignorent pas toute la faiblesse, toute l'insuffisance de la Société des Nations. Ils savent — et ils ne manquent aucune occasion de l'affirmer — la carence d'un organisme, où la voix de peuples n'est point recueillie et que conduisent seuls les gouvernements de régression sociale et d'impérialisme qui dirigent l'Europe.

Ils n'ignorent pas que, tandis que l'incendie s'allume dans le proche Orient, que les nuées de l'orage s'amoncellent une fois de plus sur l'Europe, la S. D. N. se réfugie pour masquer son impuissance dans des discussions académiques.

Ils n'ignorent point que, — et toutes ces critiques ont été apportées avec force par tous les représentants de l'Internationale, par Vandervelde, comme ar. Longuet et Walthead.

Mais quoi ? En les circonstances actuelles, alors que chaque jour de nouveaux brandons sont apportés au foyer de discordes et de haine, que les gouvernements de l'Europe s'entre-tuent, — et on le voit à l'œuvre de négliger d'écarter ces armes ?

Les représentants de l'Internationale ne l'ont pas pensé. C'est dans cet esprit, c'est animés d'une pensée toujours plus ferme, d'une volonté toujours plus robuste de s'opposer par tous les moyens à la guerre, qu'ils ont adressé à la Société des Nations et au Peuple des Etats-Unis.

Ce peuple, le gouvernement de ce pays, ne peuvent point, sans manquer à toutes les lois de l'humanité, demeurer indifférents à un nouveau combat fratricide des peuples de l'Europe.

Nous savons déjà que les socialistes d'Amérique seront entendus cette voix dans leur parlement ; et si, par aventure le gouvernement de M. Harding, obéissant à l'instigateur de grands traités, se laisse il serait à jamais cloué au pilori de l'histoire.

La Société des Nations répondra-t-elle ? Nous le saurons bientôt. Les Parlements d'Angleterre, de Belgique, d'Italie, de France, seront, en tout cas, saisis de la proposition socialiste. Les nations connaîtront cet effort pour la paix au monde.

Et ce Conseil des Nations se fait, et ce tribunal suprême se dresse à sa mission, alors, il apparaîtra clairement aux peuples quelle n'est qu'un instrument de plus aux mains des gouvernements impérialistes, et les peuples comprendront qu'il n'y a plus pour eux d'espérance de paix, que dans leur union et dans leur action internationale.

P. DELCOURT.

La séance du matin

La séance est ouverte à neuf heures. MISTRAL, député-maire de Grenoble, président.

Les affaires militaires

ZYROMSKI rapporte au nom de la Commission des affaires militaires. Celle-ci avait pour mission de préparer un contre-projet pour s'opposer aux plans militaristes de l'Etat-major.

L'orateur rappelle que le Socialisme a toujours associé dans un même effort le soul de l'indépendance du pays avec le maintien de la paix internationale. La défense de la Nation et le désarmement général, simultanés et c'est pour marquer cette préoccupation qu'un projet de résolution, signé par tous les membres du groupe parlementaire, fut déposé avant toute discussion de la loi militaire. Ce projet de résolution demandait au gouvernement français de prendre l'initiative de négociations en vue du désarmement général et simultané, et en vue de la constitution d'une force internationale au service exclusif de la Société des Nations.

Elle est la méthode qui a été suivie. Elle est inspirée, estime Zyromski, de l'esprit socialiste le plus clair et le plus précis.

Les assurances sociales

LEBAS, en un discours très documenté, expose le projet gouvernemental d'assurances sociales. Il en dit les diverses modalités.

La journée de huit heures

LEBAS rapporte également sur cette question. Il présente avec énergie la défense de la loi de huit heures. Il montre combien il est faux de prétendre, comme on le fait dans les milieux patronaux, qu'elle ait entravé la production. Il indique à l'aide de documents multiples, qu'il n'en est rien et fait la critique sévère du mode de production capitaliste.

L'orateur cite aussi que non seulement en Allemagne, en Italie et même en certaines régions de France, des ouvriers agricoles ont pu imposer la limitation de la journée de travail.

L'application de la loi de huit heures, conclut le rapporteur, dépend surtout de la classe ouvrière. Il faut que les travailleurs, comme citoyens, obtiennent et sa conclusion est un appel au combat.

La révision de la Constitution

Pour le Parti socialiste, la révision de la Constitution ne veut pas dire révision des pouvoirs du président de la République et suppression du Sénat. Le Socialisme veut plus haut et plus loin, dit le rapporteur, Pierre Renaudel.

L'orateur est certain que le Parti Socialiste réussira un jour prochain à s'emparer du pouvoir total. Mais cela, c'est le problème révolutionnaire que Renaudel ne veut pas examiner.

Par contre, il pense que, même dans les conditions actuelles, il faut réviser une Constitution qui ne répond plus qu'à un état périmé de la Société politique et d'établir les institutions nouvelles nécessaires à l'activité économique et politique du pays.

Ces institutions auraient pour base le suffrage universel des deux sexes, la consultation directe du peuple, — le droit d'initiative populaire ; — la représentation proportionnelle intégrale par grandes régions ; — l'assemblée législative unique ; — la décentralisation administrative.

Il faudra aussi assurer l'organisation des forces économiques.

Enfin il faudra porter au maximum la volonté de la Nation pour la paix et arrêter jusque dans la Constitution le désir d'organiser la paix internationale.

Les rapporteurs sont très applaudis.

LES RÉOLUTIONS DE LA RÉUNION INTERNATIONALE

Une requête à la S. D. N. et aux Etats-Unis

Pour une solution pacifique du problème des réparations

VINCENT-AURIOL, apporteur devant le Congrès le résultat des travaux de la Conférence Internationale qu'ont tenue, durant deux soirées, les représentants des diverses sections de l'Internationale, a dit :

La situation s'aggrave chaque jour, dit Auriol. Il faut que le socialisme use de toutes les armes qui sont à sa disposition pour écarter les périls de guerre.

C'est dans cet esprit que la réunion internationale a décidé d'adresser à la Société des Nations, dont il sait toute l'insuffisance ainsi qu'au gouvernement et au peuple des Etats-Unis.

Que, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur cet acte, on doit penser qu'il ne sera pas inefficace, car un geste est toujours efficace lorsqu'il est inspiré par la justice. Les Droits sont toujours l'habileté suprême, s'écrie Auriol, longuement applaudi.

LA REQUÊTE

A Monsieur le Président, à Messieurs les Membres du Conseil de la Société des Nations.

Messieurs,

Le Congrès du Parti socialiste français (S.F.I.O.) a été actuellement à Lille, au centre même des régions dévastées par la guerre.

Nous y représentons les partis socialistes des pays intéressés aux réparations : Allemagne, Angleterre, Belgique, France, Italie.

C'est à Lille que nous avons l'honneur de vous adresser, par l'intermédiaire de votre secrétaire, la requête que nous avons l'honneur de vous adresser.

La situation de l'Europe est indolentement



BOELBERG ET ENGBERG Délégués Danois et Suédois

En déposant son projet de loi, en mars 1921, le gouvernement danois a eu le mérite de s'être fait entendre, sans le vouloir, nous a aidés à faire sortir des généralités vagues, des formules imprécises, l'idée déjà vieille de l'organisation d'un système d'assurances qui protégerait l'ouvrier et sa famille contre tous les risques produits par une Société morganisée, anarchique, dont le plus puissant moteur est le désir de s'enrichir le plus vite possible et par tous les moyens.

Lebas marque avec netteté les faiblesses, les insuffisances du projet gouvernemental, et expose avec force les modifications indispensables à obtenir et sa conclusion est un appel au combat.

Notre devoir, dit Lebas, est d'aller partout commenter le projet d'assurances sociales, de dire toutes les imperfections et montrer aussi tout le parti qu'une classe ouvrière organisée peut en tirer.

LEBAS rapporte également sur cette question. Il présente avec énergie la défense de la loi de huit heures. Il montre combien il est faux de prétendre, comme on le fait dans les milieux patronaux, qu'elle ait entravé la production. Il indique à l'aide de documents multiples, qu'il n'en est rien et fait la critique sévère du mode de production capitaliste.

L'orateur cite aussi que non seulement en Allemagne, en Italie et même en certaines régions de France, des ouvriers agricoles ont pu imposer la limitation de la journée de travail.

L'application de la loi de huit heures, conclut le rapporteur, dépend surtout de la classe ouvrière. Il faut que les travailleurs, comme citoyens, obtiennent et sa conclusion est un appel au combat.

La révision de la Constitution

Pour le Parti socialiste, la révision de la Constitution ne veut pas dire révision des pouvoirs du président de la République et suppression du Sénat. Le Socialisme veut plus haut et plus loin, dit le rapporteur, Pierre Renaudel.

L'orateur est certain que le Parti Socialiste réussira un jour prochain à s'emparer du pouvoir total. Mais cela, c'est le problème révolutionnaire que Renaudel ne veut pas examiner.

Par contre, il pense que, même dans les conditions actuelles, il faut réviser une Constitution qui ne répond plus qu'à un état périmé de la Société politique et d'établir les institutions nouvelles nécessaires à l'activité économique et politique du pays.